

Le ministre détruit le réseau douanier

Depuis plusieurs années, l'administration des douanes s'est lancée dans une course effrénée à la fermeture de bureaux et de services au nom d'une rationalisation du réseau répondant à une politique de réduction des dépenses publiques. Et ce, sans se soucier de l'impact de ces fermetures sur la vie ou la santé des agents. Mais elle se soucie encore moins de l'intérêt économique à garder un bureau de douane en activité à proximité des petites ou moyennes entreprises ou de l'importance de conserver des services de la surveillance capables d'intervenir en tous points du territoire national en permanence.

Et pendant que les services ferment, les organisations de fraude prospèrent !

Le nombre de contrôles physiques réalisés par les douaniers est devenu infinitésimal alors que le nombre de marchandises échangées a explosé. Le prix des stupéfiants ou du tabac importés frauduleusement est en baisse constante, signe de la facilité à se procurer ces produits sur le marché illicite. Tous les réseaux de contrebande ou de fraude fiscale alimentent les réseaux criminels. Les crises

sanitaires représentent un danger constant pour les consommateurs. Pourtant les gouvernements successifs ont fait le choix de réduire considérablement les services douaniers et les effectifs, affaiblissant de fait les taux de contrôle et le rôle de l'État.

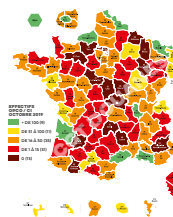
Les services douaniers sont aujourd'hui réduits à peau de chagrin.

Le SNAD-CGT a établi une cartographie des effectifs douaniers dans les services de contrôles en opérations commerciales / contributions indirectes et en surveillance au 31 octobre 2019. Ces cartes sont édifiantes. La Direction Générale et Bercy laissent volontairement pourrir la situation en laissant des pans entiers du territoire sans surveillance douanière.

Mais il y a pire, le rapport Gardette prévoit des coupes significatives dans les effectifs des agents en opérations commerciales sous couvert de "modernisation de l'action publique". Nous n'y voyons qu'une guerre acharnée des gouvernements, soumis au pouvoir de la Finance, menée contre les fonctionnaires et le service public. Ces politiques néfastes sacri-

fient la lutte contre la fraude et, à terme, la santé publique et la sécurité des citoyens, ainsi que les recettes de l'état.

Tous en grève le 14 novembre contre ces réformes mortifères et pour un service public douanier d'utilité économique, sociale et environnementale.

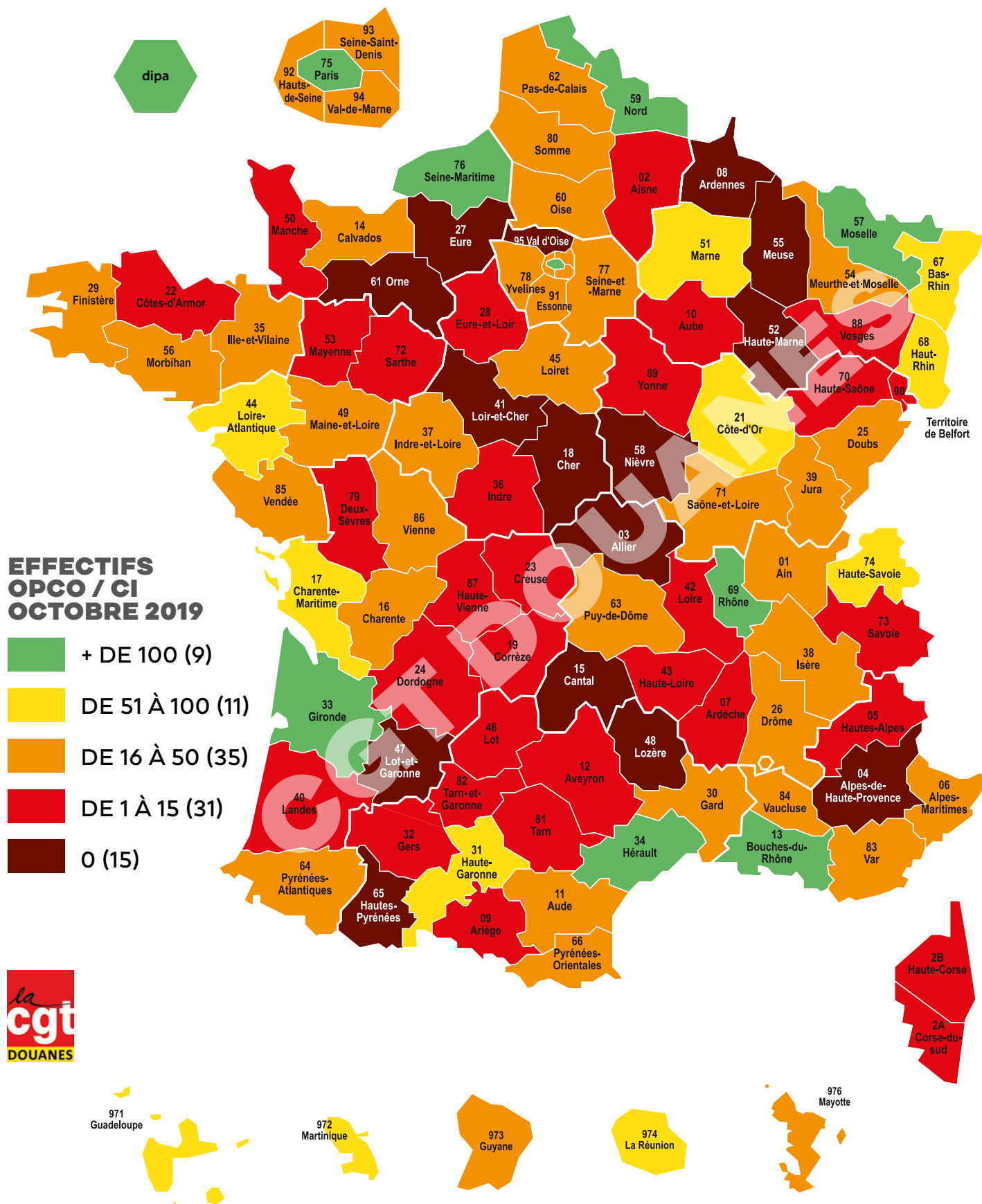


Cartes pages suivantes



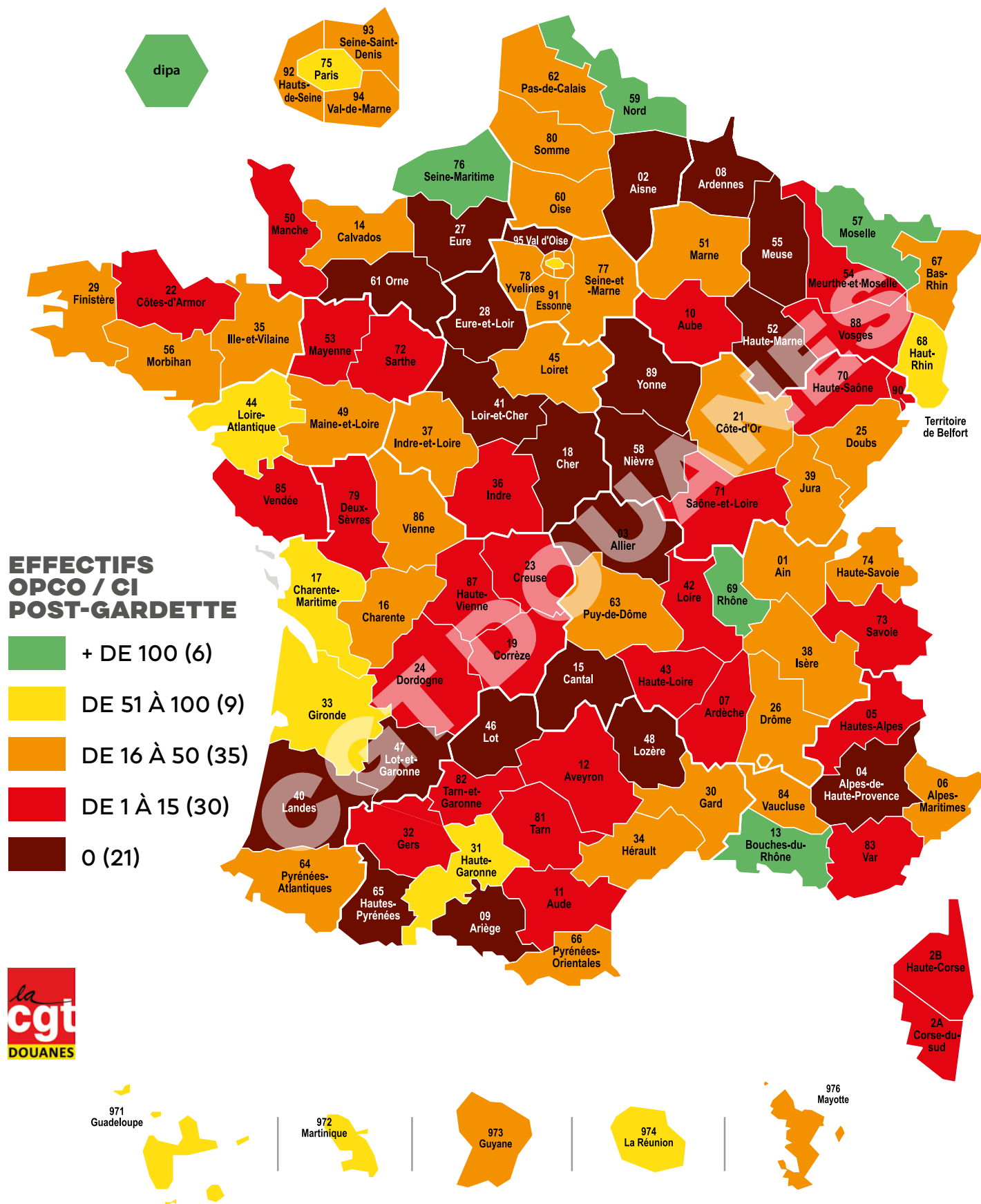
Effectifs OPCO / CI - Octobre 2019

Nombre d'agents dans les services de contrôle OPCO et CI en octobre 2019. Les directions et les services à compétence nationale de type CSRH, SARC ou DNRED ne sont pas recensés.



Effectifs OPCO / CI - Post Gardette

Nombre d'agents dans les services de contrôle OPCO et CI à l'issue des réformes proposées par le Rapport Gardette.



Effectifs SURV - Octobre 2019

Nombre d'agents dans les services de contrôle surveillance en octobre 2019. De la même manière, les agents dans les CRPC, le SEJF ou la DNRED ne sont pas recensés.

